

# **Direction des Affaires Générales**

**LOI no 2013-660 du 22 juillet 2013 relative  
à l'enseignement supérieur et à la  
recherche**

## **Le calendrier de sa mise en œuvre se décline en trois étapes :**

- Des dispositions transitoires permettant une mise en œuvre partielle de la loi dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013.
- D'autres liées à la publication de décrets d'application qui en fixeront les dates d'entrée en vigueur.
- Des mesures qui ne s'appliqueront dans leur ensemble qu'après le renouvellement des conseils centraux soit en novembre 2015 mais qui nécessitent la révision des statuts de l'université.

## Mise en œuvre de dispositions transitoires (dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013) :

- La composition du Conseil d'Administration demeure inchangée jusqu'aux renouvellements de 2015.
- Jusqu'à cette même date, les membres du Conseil Scientifique et du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire forment le Conseil Académique. Le CS exerce les compétences de la Commission de la Recherche. Le CEVU exerce les compétences de la Commission de la Formation.
- Ces commissions ont un pouvoir consultatif mais également délibératif.
- La compétence de principe de chacune de ces instances ne varie que sensiblement

## La publication de décrets d'application (décembre 2013 - janvier 2014)

- Les nouvelles règles relatives au recrutement à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs ne devraient être mises en œuvre qu'à compter de septembre 2014. En attendant ces questions continuent d'être traitées comme précédemment et relever du CS et du CA en formation restreinte.
- Les modalités de mise en œuvre de la parité hommes-femmes dans les différentes instances de l'université. Ainsi la section disciplinaire à l'égard des enseignants-chercheurs, enseignants et étudiants telle que constituée aujourd'hui siège jusqu'au renouvellement des instances.

## La révision des statuts de l'université avant fin juillet 2014 :

Les modifications porteront notamment sur :

- La composition des conseils centraux (dont le nombre et la qualité des personnalités extérieures au CA) et pour le conseil académique les conditions dans lesquelles est assurée la représentation des différents secteurs de formations en son sein.
- Les modalités de désignation du président et du vice-président étudiant au conseil académique
- Les modalités du dialogue de gestion entre le président de l'université et les composantes
- ...

## **La révision des statuts de l'université avant fin juillet 2014 :**

Les modifications proposées au CA de ce jour portent sur :

- La présidence du Conseil Académique et la Vice-Présidence des commissions de la Recherche et de la Formation
- Les modalités de consultation des personnels pour l'exercice du droit de veto du président d'université en matière de recrutement des personnels IATSS
- L'institution d'un conseil des directeurs des composantes

## Nota Bene

**Des mesures qui ne s'appliqueront dans leur ensemble qu'après le renouvellement des conseils centraux soit en novembre 2015**